

technologie nécessaire existe, à l'heure actuelle, pour extraire le pétrole des sables bitumineux des gisements superficiels et, par la même occasion, pour le transformer en pétrole visqueux. En effet, notre grand pays possède d'énormes réserves potentielles de pétrole brut et de gaz naturel. Il est doté également de réserves colossales de charbon que l'on peut transformer en gaz ou en pétrole synthétique, mais pour en arriver réellement à mettre en valeur des sources d'approvisionnement au Canada en hydrocarbures, le gouvernement canadien devra dépenser plus de 50 milliards de dollars afin de pouvoir réaliser l'objectif qu'il s'est fixé pour l'année 1986.

Monsieur le président, il serait bon, je pense, de rappeler que, dans l'ensemble, on a consacré à l'exploration et à la mise en valeur, depuis les dernières années, moins de 9 milliards de dollars. Et que penser de l'inflation des frais de construction qui montent de 40 à 50 p. 100 par année et qui ne finit plus de s'aggraver.

Monsieur le président, il ne faut pas se le cacher, la politique économique est de nature à favoriser continuellement l'augmentation du capital au détriment du travail et du pouvoir d'achat de nos concitoyens. De toute façon, il est facile de se rendre compte que, grâce aux lois actuelles, les riches accumulent des milliards en profits nets, ce qui a pour effet de réduire considérablement le pouvoir d'achat des Canadiens.

Ceux qui souffrent le plus de cela, monsieur le président, ce sont les petits salariés et les citoyens qui n'ont pas de pouvoir d'achat convenable. Et cela tout simplement parce que le système financier actuel n'est pas le reflet des réalités. En effet, le système actuel ne trouve aucune justification dans la nature des choses et perpétue une fausse conception de l'argent dans une société humaine.

Avant d'aller plus loin, je voudrais, monsieur le président, citer quelques passages d'un article publié dans le journal *«Le Soleil»* du 25 mars dernier, et qui se lit comme il suit:

Par le jeu de l'intérêt, une immense toile d'araignée financière nous enveloppe et se resserre davantage sur nous, nous laissant juste la vie—ou presque.

Faisant boule de neige, l'intérêt accumule et centralise l'argent en faveur d'un petit groupe de financiers... D'autre part, traqué sur tous les côtés, le petit peuple divisé sur lui-même, abandonné et exploité en plus par ses dirigeants avides de s'enrichir, est laissé à la merci de ces crapuleux financiers, sans cœur et en hauts-de-forme, du sommet de leur tour d'ivoire, sans revolver, mais plus efficaces que l'armée pour nous faire accepter en douceur un système de vie impossible, répugnant, voire même... écœurant, qui fait fi des valeurs humaines, où seul l'argent compte.

En effet, monsieur le président, le système financier actuel empêche les consommateurs de vivre véritablement. Ils les empêchent de bénéficier des fruits de leur association, car ce dernier voit à subtiliser ces fruits, qui devraient appartenir à tous les citoyens, et pour que les Canadiens puissent bénéficier vraiment des fruits de leur association, il est absolument nécessaire de mettre le crédit financier en rapport avec le crédit réel, ou encore le crédit social. En d'autres termes, il faudrait mettre l'argent et le crédit en rapport avec ce que les Canadiens produisent et fournissent.

Un peu plus loin, dans le même article, on disait ceci:

Ces financiers que représentent les banques à charte, habilement camouflés par la Banque du Canada qui, elle, ne fait que l'argent de poche à raison de 8 p. 100 de la masse monétaire du pays, tandis qu'eux font le reste, soit 92 p. 100 du crédit de la nation.

Il faut dire que dans un pays il ne faut pas acheter l'argent, le pays doit le créer lui-même et sans le devoir à personne. C'est un droit strictement souverain qui appartient à l'État. En d'autres termes, un gouvernement n'a pas la possibilité d'administrer un pays s'il continue à acheter

Énergie

l'argent de l'étranger, ce qui donne une économie faussée et chambardée.

Avec les multiplicateurs, d'un trait de plume, les banques à charte monnaient la richesse du pays et elles en retirent injustement les intérêts. Elles s'accaparent nos richesses et deviennent les maîtres, des tyrans à qui nous devons demander la permission pour respirer. Rien ne changera, monsieur le président, si nous n'avons pas le courage de demander au gouvernement de modifier ce système monétaire importateur, qui est la cause directe des misères de la plupart des Canadiens, et de l'endettement perpétuel et continu des municipalités, des provinces et du gouvernement central.

Si les provinces Maritimes aimaient mieux contrôler leur monnaie, aujourd'hui on n'aurait pas à déplorer le manque d'énergie, et surtout le coût de l'énergie que ces gens-là ont à payer actuellement et devront payer dans l'avenir pour pouvoir se chauffer et se déplacer. Voilà, monsieur le président, la principale source d'énergie que notre gouvernement se devrait de mettre au service de la population et, de cette manière, beaucoup d'autres problèmes d'énergie se trouveraient résolus par le fait même. Monsieur le président, voilà les quelques notes que j'avais prises en vue d'appuyer la motion de l'honorable député de Don Valley.

● (2140)

[Traduction]

Mlle Coline Campbell (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de pouvoir prendre la parole un jour réservé à l'opposition et d'exposer mes vues sur la crise d'énergie qui frappe la région atlantique. D'abord, je voudrais féliciter le ministre pour son Livre blanc intitulé «Une stratégie de l'énergie pour le Canada».

M. Paproski: Pas vrai!

Mlle Campbell: Il est vraiment plein de bonnes suggestions à l'intention des provinces. Car il n'y a pas seulement les provinces atlantiques, surtout la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont un problème d'énergie; dans le reste du Canada, le problème est également très grave. Chez nous, nous entendons des rumeurs de différends entre les provinces, et, aux États-Unis, on ne nous a pas encore pardonné d'avoir réduit nos exportations de pétrole. D'autres pays éprouvent aussi des difficultés.

Le gouvernement s'est déjà rendu compte du problème et il a tenu à cet effet nombre de réunions fédérales-provinciales, la dernière ayant eu lieu en mars, et le premier ministre (M. Trudeau) se prépare à rencontrer les premiers ministres provinciaux jeudi, et je suis sûre que ce sera l'un des principaux sujets d'entretien.

Le ministre de ma province, la Nouvelle-Écosse, l'honorable Bill Gillis, a employé une partie de son congé de Pâques à parcourir le Canada pour examiner les systèmes énergétiques actuels et les possibilités à long terme afin de répondre aux besoins du consommateur et de faire connaître à tous les Canadiens les problèmes de la Nouvelle-Écosse.

Tous les gouvernements, le fédéral et les provinces, cherchent des solutions. Notre pays est immense. Beaucoup de pays du monde sont dans une situation pire que la notre et nous en entendons parler, mais quand une région du Canada, comme l'Île-du-Prince-Édouard ou la Nouvelle-Écosse est en difficulté, il semble que le reste du pays l'ignore. Le Nouveau-Brunswick n'est pas pressé de songer aux réseaux interprovinciaux ni à d'autres systèmes.

Des voix: Oh, oh!

Mlle Campbell: Il n'y a pas de solution en vue. Je le dis à l'intention des députés de l'opposition. Est-il déraisonnable